

[https://www.pressegauche.org/Sante-et-services-sociaux-Elles-tiennent-les-etablissements-a-bout-de-bras-et-elles-ont-besoin-d-aide-!-\(FSSS-CSN\)](https://www.pressegauche.org/Sante-et-services-sociaux-Elles-tiennent-les-etablissements-a-bout-de-bras-et-elles-ont-besoin-d-aide-!-(FSSS-CSN))



**Santé et services sociaux :**  
**Elles tiennent les**  
**établissements à bout de bras**  
**et elles ont besoin d'aide !**



**(FSSS-CSN)**

Date de mise en ligne : vendredi 13 novembre 2020

- Communiqués -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**MONTRÉAL, le 13 nov. 2020 - Déjà bien avant la pandémie, les professionnel-les en soins infirmiers et cardiorespiratoires tenaient le réseau de la santé et des services sociaux à bout de bras, à l'instar de tous leurs collègues des autres titres d'emploi du réseau. Après des années d'austérité, de compressions budgétaires et de réformes centralisatrices, le personnel de la santé et des services sociaux s'engageait, fin 2019, dans une négociation capitale avec le gouvernement : il y a urgence d'agir pour tout le personnel du réseau. Malheureusement, un an plus tard, le gouvernement rejette presque toutes les solutions proposées par les travailleuses aux tables de négociation. Pourtant, si rien n'est fait, des lendemains très difficiles attendent le réseau public.**

Le 4 novembre, les infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes membres de la FSSS-CSN de plusieurs régions du Québec ont fait le point sur ces négociations avec leurs représentantes du comité de négociation, lors d'une vidéoconférence spéciale. Elles en sont ressorties exaspérées du peu de considération concrète dont fait preuve le gouvernement. C'est pourquoi elles tiennent une manifestation aujourd'hui, devant le CHU Sainte-Justine. Car, loin des micros, aux tables de négociation, les négociateurs du gouvernement ne se présentent pas avec des propositions d'amélioration de leurs conditions de travail. Au contraire, la partie patronale porte plusieurs demandes ayant pour effet d'empirer leurs conditions.

« En pleine pandémie, c'est désolant de constater que le gouvernement nous manque tant de respect. Alors que nous sommes au front chaque jour pour la population, constamment sous pression, qu'on nous force à faire heures supplémentaires par-dessus heures supplémentaires, que nous sommes surchargées, notre employeur, le gouvernement, refuse d'améliorer la situation, déplore la représentante de cette catégorie de personnel à la FSSS-CSN, Sophie Leclair. Est-ce parce que nous sommes une écrasante majorité de femmes, passionnées par notre travail, que le gouvernement se permet d'ignorer nos besoins de la sorte ? ».

Pour la FSSS-CSN, les négociations doivent permettre d'engager un redressement salarial significatif pour les salarié-es qui ont vu, au cours des années, leur pouvoir d'achat se détériorer considérablement. En outre, la FSSS-CSN réclame notamment des ajouts d'effectifs, des solutions sur la surcharge de travail et la pénurie de personnel, un renforcement de la santé et de la sécurité au travail et des mesures de conciliation famille-travail-études. Les propositions de la FSSS-CSN auront par ailleurs un effet positif sur la qualité des services offerts à la population.

Aux yeux des travailleuses et des travailleurs du réseau, le Québec aurait été en bien meilleure posture pour traverser la crise si nos services publics avaient été mieux soutenus par les gouvernements. « Personne ne veut repasser à travers ce qu'on vit aujourd'hui. Le gouvernement doit agir dans le meilleur intérêt de la population en répondant aux besoins des travailleuses et des travailleurs des réseaux, afin qu'elles et ils puissent soigner, instruire et accompagner décentement les Québécoises et les Québécois au quotidien », souligne le président de la CSN, Jacques Létourneau.

« Le gouvernement de la CAQ est en train de manquer toute une chance de relancer les services publics et de changer de cap, enchaîne la présidente du Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN), Dominique Daigneault. Il s'est engagé dans ces négociations en disant vouloir faire autrement que ses prédécesseurs. Il a dénoncé la réforme Barrette, pointé du doigt l'échec des politiques d'austérité... Et pourtant, en négociation, il recycle les anciennes attaques patronales, reprend la vieille formule du diviser pour régner. Il ne veut parler que de ses propres priorités et il ne semble accorder aucune importance aux solutions exprimées par les travailleuses et les travailleurs sur le terrain. Alors que M. Legault ne soit pas étonné. Il va voir et entendre la CSN de plus en plus

souvent et de plus en plus fort. Nous ne laisserons pas ce gouvernement saccager encore plus nos services publics  
».